

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA
THE CANADIAN CHAMBER OF COMMERCE



Le porte-parole des entreprises canadiennes^{MD}
Branché! connect!
*The Voice of Canadian Business*TM

UNE OCCASION À SAISIR :

ACCROÎTRE LA PARTICIPATION À LA MAIN-D'ŒUVRE
CANADIENNE DES PEUPLES AUTOCHTONES

Décembre 2013



*La préparation de ce document a été rendue possible grâce
au soutien généreux de nos commanditaires*

Diamant



Platine



Or

AuRico Gold
GE Canada
Rothmans Benson & Hedges
The Economical

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Contexte.....	4
Garder les enfants autochtones à l'école.....	6
Le fait d'aider les jeunes à rester l'école aujourd'hui assure que les entreprises ont les employés qui les rendront concurrentielles à l'avenir	9
Les établissements postsecondaires investissent dans leurs étudiants autochtones d'aujourd'hui et de demain.....	10
Assurer une transition de l'école secondaire à l'enseignement et/ou à la formation postsecondaire	11
Attirer les étudiants dans les établissements d'enseignement postsecondaire est une chose; les retenir en est une autre	13
Les programmes d'éducation et de formation doivent viser le long terme	14
Les programmes de formation qui apparaissent et disparaissent sont peut-être politiquement opportuns, mais ils ne répondent pas aux besoins des Autochtones et des employeurs	16
Mettre l'accent sur les résultats plutôt que sur la paperasserie	18
Les entreprises peuvent également se faciliter les choses.....	20
Conclusion	20
Sommaire des recommandations	21

INTRODUCTION

Les entreprises du Canada sont entièrement d'accord avec le premier ministre et reconnaissent le potentiel de nos peuples autochtones à contribuer à notre prospérité économique collective. En fait, les membres de la Chambre de commerce du Canada ont placé la participation des Autochtones à notre main-d'œuvre parmi quatre secteurs d'activité prioritaires visant à éliminer les entraves à leur compétitivité découlant des difficultés à trouver des travailleurs possédant les compétences dont ils ont besoin.

La Chambre de commerce du Canada – et bien d'autres – ont mis l'accent sur les énormes difficultés auxquelles se heurtent les peuples autochtones pour terminer leurs études élémentaires, secondaires et postsecondaires, obtenir et conserver un emploi. Dans ce mémoire, nous envisageons cette question d'un point de vue différent en soulignant des initiatives productives mises en œuvre pour augmenter la participation à la main-d'œuvre des peuples autochtones et la compétitivité des employeurs. Nous recommandons également au gouvernement fédéral et aux entreprises canadiennes des mesures à prendre pour fournir aux peuples, aux communautés et aux entreprises autochtones les outils nécessaires pour que ces histoires de réussite deviennent la norme.

« Les communautés autochtones du Canada constituant le segment le plus jeune et dont la croissance est la plus rapide de la population de notre pays, notre gouvernement reconnaît qu'elles forment une partie essentielle de notre avenir. Il est donc dans notre intérêt collectif d'aider à veiller à ce que les jeunes autochtones reçoivent l'éducation et la formation professionnelle nécessaires pour obtenir de bons emplois et prospérer. »

Déclaration du premier ministre du Canada à l'occasion du 250^e anniversaire de la signature de la Proclamation royale, le 7 octobre 2013

CONTEXTE

Selon l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, le pourcentage d'Autochtones terminant leurs études secondaires et postsecondaires augmente. En 2011, 22,8 %¹ des Autochtones âgés de 25 à 64 ans ont signalé que l'école secondaire était leur niveau de scolarité le plus élevé (comparativement à 21 % en 2006)². Le pourcentage d'Autochtones ayant un titre d'études postsecondaires³ a augmenté à près de la moitié (48,4 %) alors qu'il s'établissait à 44 % dans le Recensement de 2006⁴. Ces nouvelles sont encourageantes.

Par contre, il est décourageant de constater que l'écart de scolarisation entre les Autochtones et les non-Autochtones reste significatif. En 2011, 89 % des membres de la population non autochtone du Canada avaient au moins un diplôme d'études secondaires⁵ et 64 % avaient un titre d'études postsecondaires⁶.

Les employeurs du Canada mentionnent que le manque de travailleurs qualifiés est le principal obstacle à leur compétitivité et que l'obtention du diplôme d'études secondaires est le niveau de scolarité minimum pour un emploi. Il faut réduire rapidement l'écart de scolarisation entre les Autochtones et les non-Autochtones du Canada.

L'urgence de redresser cette situation devient plus pressante lorsque l'on considère les faits suivants :

- La proportion d'Autochtones au Canada continue d'augmenter (4,3 % en 2011 comparativement à 3,8 % en 2006)⁷.
- Le rythme de la croissance de la population autochtone continue de surpasser celui de la population non autochtone (20,1 % par rapport à 5,1 % entre 2006 et 2011).
- Les Autochtones du Canada sont relativement jeunes; 46,2 % d'entre eux ont moins de 25 ans (comparativement à 29,4 % pour le reste de la population). Seulement 5,9 % d'entre eux ont plus de 65 ans (comparativement à 14,2 % pour le reste de la population canadienne)⁸.

Ces faits présentent un enjeu - améliorer le niveau de scolarité et la participation à la main-d'œuvre des Autochtones - et une occasion d'augmenter notre compétitivité nationale.

1 *Le niveau de scolarité des peuples autochtones au Canada*, Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011, Statistique Canada.

2 *Portrait de la scolarité au Canada*, Recensement de 2006, Statistique Canada.

3 *Idem*. Op. cit. Cela inclut les certificats d'une école de métiers, les diplômes d'études collégiales, les certificats ou grades universitaires inférieurs au baccalauréat et les grades universitaires.

4 *Portrait de la scolarité au Canada*, Recensement de 2006, Statistique Canada.

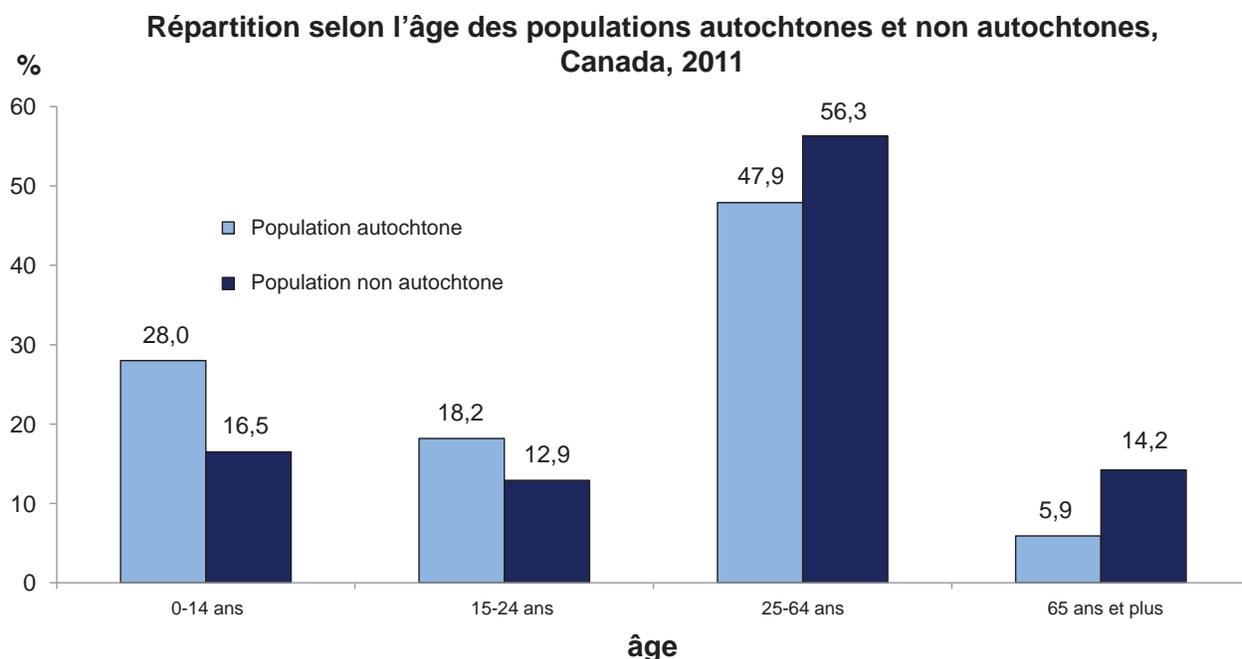
5 *Expériences au chapitre de l'éducation et de l'emploi des Premières Nations vivant hors réserve, des Inuit et des Métis : certains résultats de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2012* par Evelyne Bougie, Karen Kelly-Scott et Paul Arriagada, Statistique Canada, novembre 2013.

6 *Idem*.

7 *Le niveau de scolarité des peuples autochtones au Canada*, Enquête nationale auprès des ménages (ENM), 2011, Statistique Canada.

8 *Idem*.

La population autochtone est plus jeune que la population non autochtone



Source : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages, 2011

« Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas relever ce défi. Le coût --- en occasions ratées --- serait si élevé que ce serait inacceptable, tant pour les Premières nations que pour le Canada. Il s'agit non pas d'une affaire autochtone, mais d'une affaire canadienne, et nous devons tous en assumer la responsabilité en tant que Canadiens. Nous sommes à un moment crucial de notre histoire commune. Ensemble, les Canadiens doivent agir sans tarder, avec résolution et courage. Le Canada doit y parvenir. »

La réforme de l'éducation chez les Premières nations : de la crise à l'espoir, Rapport du Comité sénatorial permanent des peuples autochtones, décembre 2011

De nombreux experts ont examiné les questions multiples, complexes et de longue date qui contribuent à l'écart continu entre la scolarité et la participation à la main-d'œuvre des Autochtones et des autres Canadiens. Ce mémoire n'a pas pour but de réexaminer encore une fois les difficultés, mais plutôt de mettre en lumière des initiatives qui ont réussi à inciter les Autochtones à poursuivre leurs études et à trouver un emploi dans l'espoir que le gouvernement et les entreprises seront inspirés à prendre des mesures pour faire de ces relations productives la norme plutôt que l'exception.

GARDER LES ENFANTS AUTOCHTONES À L'ÉCOLE

« Au cours des dix prochaines années, les jeunes Autochtones représenteront une grande proportion des nouveaux arrivants sur le marché du travail. Leur statut de travailleurs qualifiés ou de décrocheurs du secondaire aura des répercussions sur l'économie canadienne... »

Joe Friesen, The Globe and Mail,
le 8 octobre 2013



La formation et l'éducation de la main-d'œuvre sont fortement axées sur l'enseignement postsecondaire, ce qui est dénué de sens pour des personnes qui quittent le système d'éducation avant d'obtenir leur diplôme d'études secondaires. L'enjeu est particulièrement important pour les Autochtones qui ont un passé très troublé en ce qui a trait à l'éducation formelle.

Soucieux de tourner la page, les organismes qui représentent les peuples autochtones agissent pour fournir des outils qui leur permettront de suivre un cheminement scolaire positif et productif.

En 2010, l'APN a annoncé son Appel à la mobilisation envers l'éducation des Premières Nations. Cet appel a été suivi par l'établissement – en partenariat avec le gouvernement fédéral – du Panel national sur l'éducation primaire et secondaire des Premières Nations. La Chambre de commerce du Canada a présenté au Panel un mémoire recommandant que le gouvernement fédéral :

- Révise la formule de financement dans les communautés des Premières Nations pour assurer la parité avec le modèle de financement provincial dans chacune des provinces où les écoles des Premières Nations doivent respecter les programmes d'études provinciaux.
- Travaille avec les représentants des collègues, universités, communautés autochtones et employeurs ayant une expérience de l'enseignement de la maternelle à la 12^e année pour élaborer des pratiques exemplaires pouvant être mises en œuvre immédiatement pour régler les enjeux associés au faible taux de participation à l'enseignement postsecondaire chez les Autochtones.
- Travaille avec les provinces et territoires pour améliorer les liens entre les Autochtones et les ressources en matière d'éducation/de formation et les employeurs, mettant l'accent sur les communications électroniques pour les habitants des régions éloignées.
- Veille à ce que ses programmes de formation professionnelle et de perfectionnement des compétences soient suffisamment souples pour accommoder les réalités économiques, géographiques et démographiques des communautés individuelles et les modèles d'enseignement alternatif nécessaires à la prestation efficace des programmes d'études.
- S'associe avec les entreprises dans la mesure du possible pour assurer que les programmes d'études répondent aux besoins des employeurs.

Depuis lors, le réseau de 450 chambres de commerce de la Chambre de commerce du Canada a adopté des résolutions demandant au gouvernement fédéral ce qui suit :

- Dans les limites de l'enveloppe fédérale actuelle, agir pour mettre en œuvre rapidement les recommandations du Panel national sur l'éducation primaire et secondaire des Premières Nations⁹ et s'attacher à éliminer – ou au moins à augmenter – le plafond de deux pour cent sur le Programme de soutien aux étudiants du niveau postsecondaire.
- Encourager – sans obliger – les Premières Nations du Canada à collaborer à l'établissement d'une nouvelle structure d'éducation pour fournir à leurs élèves un système d'éducation de qualité égale aux systèmes d'éducation offerts aux autres élèves canadien par les provinces / territoires.
- Sensibiliser les Canadiens à la discrimination et à l'éducation inadéquate dont ont été victimes les élèves des Premières Nations; et obtenir ainsi un soutien à la mise en œuvre plus rapide d'une réforme de l'éducation des Premières Nations.
- Prioriser l'amélioration des résultats scolaires des Métis, mettant l'accent sur l'achèvement des études secondaires et la formation en milieu de travail, en association avec les entreprises.
- Assurer l'équité du financement fédéral destiné aux programmes d'enseignement et d'emploi des Métis, comparativement aux autres groupes autochtones.
- S'attacher à assurer que les politiques relatives à l'emploi, l'éducation et le développement économique sont conçues de manière à refléter les caractéristiques uniques des Métis.

⁹ Les recommandations du Panel étaient les suivantes : 1) Procéder à la création conjointe d'une loi sur l'éducation des Premières Nations axée sur l'enfant; 2) Créer une commission nationale de l'éducation des Premières Nations qui appuie la réforme et l'amélioration du système d'éducation; 3) Faciliter et appuyer la création d'un système d'éducation des Premières Nations par la mise sur pied d'organisations régionales d'éducation des Premières Nations qui offriront de l'aide et des services aux écoles et aux élèves des Premières Nations; 4) Garantir un financement suffisant pour établir un système d'éducation des Premières Nations qui répond aux besoins des apprenants, des communautés des Premières Nations et de l'ensemble du Canada; 5) Créer un cadre de responsabilisation et de reddition de comptes pour évaluer l'amélioration de l'éducation des Premières Nations. En octobre 2013, le gouvernement fédéral a publié un projet de loi sur l'éducation des Premières Nations à des fins de consultation. Tel qu'il est écrit, le projet de loi imposerait de nouvelles obligations aux communautés des Premières Nations, notamment la création de conseils scolaires, l'établissement de programmes d'études et l'embauche d'un inspecteur annuel. Le projet de loi n'engage aucun financement fédéral additionnel et/ou stable pour le respect des nouvelles exigences.

En juin 2011, Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) a publié *Les premiers Canadiens, les Canadiens en premier : La Stratégie nationale d'éducation des Inuit*¹⁰. La stratégie présente dix recommandations visant à améliorer les résultats scolaires des Inuits en appuyant les enfants pour les aider à rester à l'école; en fournissant un programme d'études bilingue pour que les enfants maîtrisent la langue inuit et au moins une des langues officielles du Canada, des ressources pédagogiques appropriées à la culture, l'histoire et la vision du monde des Inuits; et en augmentant le nombre de responsables de l'enseignement et d'éducateurs bilingues dans les écoles et les programmes d'enseignement préscolaire¹¹. En février, ITK a lancé l'Amaujaq National Centre for Inuit Education pour mettre en œuvre les recommandations de la stratégie. Le centre, qui est appuyé financièrement par les entreprises et les associations régionales inuits, se concentre initialement sur quatre domaines :

- **Mobiliser les parents, familles élargies et dirigeants communautaires** pour assurer qu'ils travaillent ensemble pour « oublier le passé » et garder les jeunes Inuits à l'école. À la fin de 2013, Mary Simon, présidente du Comité national sur l'éducation des Inuits et ancienne présidente d'ITK, rendra visite aux communautés des quatre régions de l'Inuit Nunangat¹² pour discuter de l'importance de rester à l'école et des rôles des familles. Des trousseaux d'outils seront préparés pour encourager les familles à participer au processus d'éducation et aborderont des sujets comme l'aide aux devoirs et l'importance de veiller à ce que les enfants soient bien nourris et reposés.
- **Des études** examinant les causes du décrochage et mesurant la réussite de la stratégie.
- **La normalisation du système d'écriture de la langue inuit** prévoyant une série de consultations communautaires et des études sur la linguistique et l'orthographe de la langue inuktitut, dans la conviction qu'un système d'écriture inuit commun permettrait aux Inuits d'apprendre plus facilement leur langue.
- **L'enseignement préscolaire** pour assurer que « l'école est prête à recevoir l'enfant ».

10 http://www.itk.ca/sites/default/files/National-Strategy-on-Inuit-Education-2011_0.pdf

11 Idem.

12 Inuit Nunangat fait référence aux quatre régions inuits au Canada : Inuvialuit (Territoires du Nord-Ouest); Nunatsiavut (Labrador); Nunavik (Québec); Nunavut.

LE FAIT D'AIDER LES JEUNES À RESTER L'ÉCOLE AUJOURD'HUI ASSURE QUE LES ENTREPRISES ONT LES EMPLOYÉS QUI LES RENDRONT CONCURRENTIELLES À L'AVENIR

Les sociétés qui ont intégré des Autochtones à leur main-d'œuvre ont appris qu'elles doivent leur venir en aide très tôt.

Plusieurs sociétés et le gouvernement fédéral appuient les Prix Indspire qui aident les étudiants autochtones à terminer leurs études secondaires et leurs études ou leur formation postsecondaires. En plus d'utiliser des programmes d'études appropriés à la culture, les modèles que les Prix Indspire fournissent aux étudiants autochtones les aident à se considérer comme partie intégrante du système d'enseignement supérieur et de la main-d'œuvre.

Suncor Énergie fournit des fonds qui permettent aux étudiants autochtones d'assister à la cérémonie de remise des prix Indspire et anime un déjeuner où ils rencontrent les lauréats et un représentant de la société. « Les jeunes veulent être choisis pour faire ce voyage », déclare Greg Hundseth, conseiller principal, relations avec les intervenants de Suncor. « Ils ont l'occasion de parler aux lauréats des prix et se rendent compte que les métiers et professions leur offrent une gamme de possibilités. »

Pendant ses 21 ans d'existence, Indspire a fourni plus de 16 000 bourses et bourses d'études à des étudiants autochtones. Dans son budget de 2013, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il versera des sommes égales aux contributions faites à Indspire par le secteur privé jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars.

Syncrude Canada sait depuis des décennies qu'il est bon pour l'entreprise d'assurer que sa main-d'œuvre reflète la communauté¹³ dans laquelle elle exerce ses activités et elle tend la main aux communautés autochtones depuis 40 ans. La bonne nouvelle est que les Autochtones ayant les qualifications requises pour travailler pour Syncrude et les autres compagnies de ressources de la région ont un emploi. La mauvaise nouvelle est que de nombreux membres de la génération actuelle de travailleurs autochtones potentiels ont abandonné leurs études au secondaire.

Pour tenter de garder le plus grand nombre possible d'étudiants autochtones à l'école afin qu'ils puissent participer à des programmes de formation comme le Syncrude Aboriginal Trades Preparation (SATP) Program¹⁴, la société travaille avec les conseils scolaires de la région pour attirer des enseignants dans les écoles des Premières nations et rendre leur séjour plus abordable en leur fournissant un logement gratuit dans un condominium de Syncrude, des voitures de location et des honoraires.

En 1993, RBC Banque Royale a lancé son Programme anti-décrochage destiné aux étudiants autochtones de la 9^e à la 12^e année. Le programme vise à aider les étudiants à acquérir les compétences et le niveau de scolarité requis pour réussir sur le marché du travail. Ils reçoivent une formation de trois semaines en tant que représentants des services à la clientèle et se familiarisent pendant une semaine avec d'autres secteurs administratifs du réseau de succursales de RBC. Des douzaines d'étudiants autochtones de partout au Canada ont participé.

13 Municipalité régionale de Wood Buffalo, Alberta.

14 En vertu de ce programme élaboré pour permettre à jusqu'à 40 jeunes adultes d'apprendre un métier, Syncrude fournit des fonds au Collège Keyano à Fort McMurray (Alberta) pour créer un nouveau programme de formation dans les métiers comprenant sept mois au collège et un stage d'un mois à Syncrude. Si les candidats réussissent un test d'équivalence d'études secondaires, une formation préalable à l'apprentissage et une vérification d'antécédents professionnels, on leur garantit un emploi à temps plein dans le métier de leur choix à Syncrude.

LES ÉTABLISSEMENTS POSTSECONDAIRES INVESTISSENT DANS LEURS ÉTUDIANTS AUTOCHTONES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

En 2012, l'University of Ontario Institute of Technology (UOIT), à Oshawa, a commencé à mettre l'accent sur les futurs étudiants autochtones en collaboration avec le Durham Region Aboriginal Advisory Circle. L'organisme regroupe divers organismes de services de santé, d'éducation et d'apprentissage des enfants qui conjuguent leurs efforts pour répondre aux besoins des Autochtones. Des rencontres hebdomadaires avec des jeunes de 12 à 18 ans comprennent de l'exercice physique, un repas et une composante culturelle.

En 2011, la Première Nation Mosquito en Saskatchewan a commencé à diriger le Réinvestissement de la Prestation nationale pour enfants (PNE)¹⁵ qu'elle reçoit du gouvernement fédéral pour investir dans l'enseignement secondaire. La Première Nation a conclu un partenariat avec le campus Battlefords du Northwest Regional College pour établir un programme de Formation de base des adultes (FBA) 10 dans les réserves. En 2012, la Première Nation a lancé un programme de FBA 12 avec 15 étudiants. Tous les étudiants sauf trois obtiennent des notes de 80 ou plus. Les diplômés poursuivent des études en sciences infirmières, en soudage, en soins continus, en cuisine commerciale et en arts plastiques. Certains font carrière dans la GRC.

Le Northwest Regional College est tellement content des résultats qu'il donne à la Première Nation Mosquito 170 jours de programmation gratuite. Le Conseil tribal de Battlefords, qui sert la Première Nation Mosquito¹⁶, espère que toutes les Premières Nations qu'il sert poursuivront ce type de perfectionnement au niveau secondaire.

Recommandations

Le gouvernement fédéral devrait :

- Travailler avec les entreprises pour cerner des occasions d'égaliser les sommes offertes par le secteur privé aux programmes de formation professionnelle et de perfection des compétences pour les Autochtones.
- Encourager les éducateurs à adapter les programmes d'études offerts aux étudiants autochtones.

15 Le Remboursement de la PNE d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada est la contrepartie, dans les réserves, des projets et programmes de réinvestissement hors réserve administrés par les provinces/territoires. Il fournit de l'aide et des services communautaires aux enfants de familles à faible revenu.

16 Le Conseil tribal de Battlefords sert les Premières Nations Little Pine, Lucky Man Cree, Mosquito, Sweetgrass, Moosomin, Red Pheasant et Poundmaker.

ASSURER UNE TRANSITION DE L'ÉCOLE SECONDAIRE À L'ENSEIGNEMENT ET/OU À LA FORMATION POSTSECONDAIRE

À la fin de leurs études secondaires, bon nombre d'Autochtones se rendent compte qu'ils devront quitter leurs communautés et se rendre dans les grands centres pour poursuivre des études ou une formation postsecondaires.

On doit offrir un soutien efficace à la transition aux personnes qui quittent les communautés éloignées pour poursuivre leurs études dans les centres urbains. Outre les enjeux posés par les études postsecondaires, les résidents des communautés éloignées – particulièrement les femmes avec enfants – doivent surmonter d'autres difficultés associées au fait d'être loin de leur domicile et du soutien de leur famille.

Le Conseil tribal de Battlefords fournit un soutien aux membres de ses quatre Premières Nations qui doivent se déplacer pour poursuivre une formation postsecondaire. Cependant, la demande est élevée et ses ressources sont utilisées au maximum. Selon Leah Milton, ancienne directrice générale, les Autochtones feraient plus facilement la transition des communautés éloignées aux centres urbains si le gouvernement fédéral fournissait aux conseils tribaux et aux centres d'amitié autochtones les ressources nécessaires pour offrir des services semblables à ceux dispensés aux immigrants au Canada, notamment aide au logement et liens aux connexions culturelles.

Des enseignants ont dit à la Chambre de commerce du Canada que, selon eux, la raison fondamentale pour laquelle les étudiants autochtones ne réussissent pas à l'école et sur le marché du travail est qu'ils ne se retrouvent ni dans l'un ni dans l'autre. Les programmes de formation professionnelle et de perfectionnement des compétences échouent souvent parce qu'un facteur essentiel est absent : des programmes qui donnent aux participants un sentiment d'autonomie, d'estime de soi et de fierté envers eux et leur passé. Sans cela, la réussite reste souvent aléatoire, car les Autochtones essaient de se retrouver au sein d'une main-d'œuvre dominée par des normes différentes, parfois loin de leur domicile et du soutien de leur communauté.

La Chambre de commerce du Canada est d'avis que le gouvernement fédéral pourrait rectifier le problème en appuyant les programmes d'enseignement pour les Autochtones qui visent à inculquer aux étudiants un sentiment d'appartenance et de fierté avant qu'ils n'accèdent aux programmes visant à former des diplômés prêts à travailler.

Le programme Nunavut Sivuniksavut (NS) – créé en 1985 pour aider les jeunes Inuits à se préparer en vue de la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (1993) et de la création du Nunavut – est une étape intermédiaire très réussie pour les jeunes Inuits qui ont obtenu leur diplôme d'études secondaires, mais n'ont pas commencé leurs études postsecondaires.

Chaque année, entre 30 et 35 jeunes Inuits fréquentent le Collège NS à Ottawa pendant huit mois. Le programme d'études du collège a pour but de les aider à vivre de façon autonome dans un centre urbain tout en effectuant des travaux scolaires axés sur leur histoire.

Le programme fonctionne parce qu'il s'attaque aux difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes de communautés éloignées qui se retrouvent dans un milieu urbain avec une culture très différente. Entre 80 % et 85 % des étudiants du Collège NS terminent le programme avec succès et environ le même pourcentage d'étudiants a un emploi convenable.

Les universités qui ont rempli le sondage de l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) ont identifié les obstacles financiers qui empêchent les étudiants autochtones de poursuivre des études postsecondaires.

Un obstacle de longue date est le plafond de deux pour cent sur le Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire (PAENP)¹⁷ qui est en place depuis 1996. C'est inacceptable. L'Enquête auprès des ménages de 2011 a révélé que la population autochtone du Canada a augmenté de 20,1 % depuis le Recensement de 2006.

La situation est encore plus frustrante pour les Métis. Il n'y a pas de programmes de financement postsecondaire destinés aux étudiants métis qui représentent la plus grande proportion d'Autochtones vivant en milieu urbain. Il n'y a pas de clarté légale et politique autour des droits et responsabilités des Métis, bien qu'ils soient officiellement reconnus comme étant un des peuples autochtones protégés par la Constitution canadienne.

Certaines universités répondant au sondage de l'AUCC ont affirmé que les modèles de financement fondés sur le cycle universitaire traditionnel (p. ex., les demandes doivent parvenir en mars au plus tard) limitent l'accès pour les étudiants autochtones. En effet, les bandes des Premières Nations prennent parfois leurs décisions de financement beaucoup plus tard dans l'année et les étudiants qui ne sont pas admissibles à cette aide financière doivent trouver leurs propres ressources. D'autres universités ont également déclaré que les programmes de soutien académique pour les étudiants autochtones doivent traiter de besoins au-delà des frais de scolarité et des livres, notamment des services de garde d'enfants.

¹⁷ Le Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire (PAENP) est offert aux étudiants inuits et indiens inscrits qui participent à des programmes postsecondaires menant à l'obtention d'un certificat, d'un diplôme ou d'un grade d'études supérieures et il fournit une aide financière pour les frais de scolarité, de déplacement et de subsistance.

ATTIRER LES ÉTUDIANTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE EST UNE CHOSE; LES RETENIR EN EST UNE AUTRE

En 2010, l'UOIT a lancé un programme de recrutement pour attirer et retenir les étudiants autochtones. Le programme offre à ces derniers des ressources spéciales, notamment des espaces réservés sur le campus et hors campus, des services de counseling (personnel, culturel, carrière), des programmes d'études axés sur leurs expériences et un apprentissage à distance par le truchement de *UOIT Online*. L'UOIT a commencé son programme avec 20 étudiants autochtones déclarés. Aujourd'hui, il y a plus de 80 étudiants autochtones et leur taux de rétention est passé de 63 % à 94 %. L'UOIT examine actuellement des programmes de mentorat qui permettront aux étudiants autochtones actuels de recruter d'autres étudiants.

L'Université de Sudbury apporte son curriculum aux communautés autochtones. Depuis plusieurs années, l'université collabore avec les organismes autochtones pour offrir ses cours aux endroits où vivent les Autochtones. Dans le cadre d'un récent projet pilote, lancé à l'automne 2013, un de ses professeurs vit à Moose Factory (sur les rives de la baie James) où il donne des cours du programme d'études indigènes.

Recommandations

Le gouvernement fédéral devrait :

- Fournir aux conseils tribaux et aux centres d'amitié autochtones les ressources nécessaires pour offrir des services semblables à ceux dispensés aux nouveaux immigrants, notamment aide au logement et liens aux connexions culturelles.
- Appuyer les programmes d'enseignement pour les Autochtones qui visent à inculquer aux étudiants un sentiment d'appartenance et de fierté avant qu'ils n'accèdent aux programmes visant à former des diplômés prêts à travailler.
- Offrir un soutien aux établissements postsecondaires pour leur permettre d'offrir des programmes d'études aux étudiants autochtones à proximité ou au sein de leurs communautés d'origine.

Les programmes de financement de l'enseignement postsecondaire fédéraux doivent accommoder les différents échéanciers du processus décisionnel des bandes des Premières Nations et être suffisants pour traiter des besoins additionnels des étudiants autochtones, notamment de services de garde d'enfants.

LES PROGRAMMES D'ÉDUCATION ET DE FORMATION DOIVENT VISER LE LONG TERME

Le programme d'éducation et de formation pour les Inuits et les Innus de la région de la mine de nickel de Voisey's Bay de Vale Canada à Terre-Neuve et Labrador illustre les résultats positifs qu'il est possible d'obtenir lorsque les entreprises, les communautés autochtones et le gouvernement fédéral travaillent ensemble.

En 2002, lorsque la société Vale (alors Inco) a commencé à planifier sa mine à ciel ouvert de Voisey's Bay, elle devait non seulement embaucher des Innus et des Inuits de la région pour respecter les engagements de son Entente sur les répercussions et les avantages avec les communautés autochtones, mais également réduire le nombre d'employés qui feraient l'aller-retour au site par avion (et les frais connexes).

Durant l'étape d'évaluation environnementale du développement de la mine, les représentants de la société ont rendu visite aux communautés avoisinantes pour évaluer le désir et la capacité des Autochtones de travailler pour elle. Outre un financement pour donner aux Innus et aux Inuits l'équivalent d'une 12^e année, Vale avait besoin de programmes de formation pour eux.

Aucun programme existant ne répondait aux besoins de Vale et, par conséquent, l'entreprise a élaboré des concepts de formation qui respecteraient ses engagements envers les communautés autochtones et les instances provinciales et fédérales. Il en a résulté la Joint Education and Training Authority (JETA) qui fonctionne indépendamment de Vale sous la direction de représentants de la société, des Autochtones et des gouvernements. Le gouvernement fédéral a contribué à hauteur d'environ 150 millions de dollars au programme durant l'étape de construction du projet (de 2002 à 2005) pour subventionner les salaires des Autochtones qui suivaient une formation.

Plus de 1 000 Innus et Inuits ont suivi une formation dans le cadre du programme, créant une main-d'œuvre prête à l'emploi lorsque la mine a ouvert ses portes en 2005. Le pourcentage d'employés autochtones a atteint un sommet de 55 %, mais a décliné lorsque d'autres projets d'exploitation de ressources naturelles de la région ont offert des possibilités d'emploi aux travailleurs spécialisés.

La participation des Autochtones au projet de Voisey's Bay va au-delà d'emplois directs à la mine. En effet, environ 80 % des dépenses de Vale pour des services d'exploitation (transport aérien, sécurité et services dans les camps) vont à des coentreprises autochtones.

La société Vale est également commanditaire fondatrice de l'Amaujaq National Centre for Inuit Education d'ITK.

« Nous voulons accroître la capacité. À long terme, nous en tirerons profit et la communauté en tirera profit également. »

Bob Carter, chef, Affaires de l'entreprise, Vale

On prévoit que la mine à ciel ouvert de Voisey's Bay de Vale sera épuisée d'ici à 2020 et la société élargit ses opérations sous terre. La mine élargie doit ouvrir ses portes en 2019 et requerra 400 employés additionnels. Les travailleurs devront posséder un ensemble unique de compétences pour travailler dans l'installation souterraine. Vale envisage donc d'offrir des programmes de formation pour mettre à jour les compétences de ses travailleurs actuels et attirer de nouveaux employés pour la phase de construction de trois ans (de 2016 à 2019) et la mine souterraine lorsqu'elle sera en activité.

La société évalue les programmes fédéraux existants, notamment la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones (SFCEA)¹⁸, pour voir si elle convient à leurs besoins et à ceux des communautés autochtones. Vale examine également le Labrador Aboriginal Training Partnership¹⁹, qui est utilisé pour obtenir une aide fédérale et provinciale pour financer la formation de la main-d'œuvre du projet hydroélectrique de Muskrat Falls. En 2014, Vale aura terminé son avant-projet détaillé et le présentera aux nations Nunatsiavut et Innu ainsi qu'aux instances provinciales et fédérales.

RioTinto a engagé la participation des collectivités locales et des Autochtones dès le début de la planification de sa mine de diamants Diavik dans les Territoires du Nord-Ouest. L'entreprise a suivi les conseils des Autochtones et a changé l'emplacement de la mine, dont la production a démarré en 2003,

pour minimiser l'accumulation de neige dans le camp. Outre les séances de formation offertes par elle-même et de concert avec la Northwest Territories Mine Training Society aux Autochtones destinés à travailler dans la mine, plus des deux tiers des sommes dépensées par Diavik vont à des entreprises locales. Une d'entre elles est Bouwa Whee Catering, propriété de la Première Nation Yellowknives Dene. RioTinto avait besoin d'un traiteur pour la mine Diavik et l'entreprise a fourni à Bouwa Whee un financement pour l'aider à élargir sa capacité pour répondre à ses besoins.

Pour certaines sociétés, le financement de nouvelles entreprises pour servir leurs opérations coûte trop cher. Le gouvernement fédéral pourrait encourager les sociétés à investir dans des « entreprises en démarrage » autochtones en offrant des crédits d'impôt aux sociétés qui fournissent une aide financière aux nouvelles petites entreprises situées dans les régions éloignées. Les perspectives à long terme de ces entreprises seraient meilleures si le gouvernement fédéral veillait à ce que les communautés autochtones aient accès à une formation en gestion d'entreprise et à une éducation financière. Certaines sociétés ont suggéré qu'une partie des redevances que le gouvernement fédéral tire de l'exploitation des ressources naturelles dans les territoires soit consacrée aux programmes de formation professionnelle et de perfectionnement des compétences des Autochtones qui y sont offerts.

18 La SFCEA exige que les communautés autochtones et les entreprises s'associent pour élaborer des programmes de formation afin d'assurer que ceux-ci conviennent aux besoins des employeurs.

19 Le Labrador Aboriginal Training Partnership (LATP) inclut les trois groupes autochtones du Labrador – la nation Innu, le gouvernement de Nunatsiavut, le conseil communautaire de NunatuKavut (anciennement la nation des Métis du Labrador) – et le Projet de centrale de production d'énergie hydroélectrique du Bas-Churchill de Nalcor Energy. Le LATP a pour mandat de diriger la formation pour préparer les Innus, les Inuits et les Métis à occuper les emplois créés grâce à l'exploitation des ressources.

LES PROGRAMMES DE FORMATION QUI APPARAISSENT ET DISPARAISSENT SONT PEUT-ÊTRE POLITIQUEMENT OPPORTUNS, MAIS ILS NE RÉPONDENT PAS AUX BESOINS DES AUTOCHTONES ET DES EMPLOYEURS

« Nous devons tenir un débat pour déterminer où nous voulons être dans cinq, dix et quinze ans et élaborer des programmes pour atteindre les objectifs le long de ce continuum. Trop de programmes sont à court terme et manquent de vision. »

Virginia Flood, vice-présidente, Canada, RioTinto

Un exemple des retombées de l'annulation des programmes parrainés par le gouvernement – et même de ceux qui sont remplacés par d'autres – est celui des organismes de formation du secteur minier (OFSM) des territoires du Canada qui étaient cofinancés à l'origine par les partenaires de l'industrie minière et le gouvernement fédéral par le truchement du programme Partenariats pour les compétences et l'emploi des Autochtones (PCEA)²⁰. Or, le financement du programme PCEA a été discontinué le 31 mars 2012 (lorsque le programme a pris fin) et les OFSM ont été avisés d'obtenir des fonds ailleurs ou de cesser leurs activités.

On ne peut surestimer l'importance du secteur minier pour les économies des territoires – et du pays tout entier. Plus de 20 nouveaux projets d'exploitation minière sont rendus à l'étape de l'étude de faisabilité et de l'évaluation réglementaire. Collectivement, ces projets représentent 2 milliards de dollars en redevances minières et en recettes fiscales pour le gouvernement fédéral en plus des redevances minières actuelles²¹. En outre, les chambres des mines des trois territoires ont estimé que les sociétés minières investiront 19 milliards de dollars dans des projets au cours des sept à dix prochaines années. Cela représente d'importantes recettes additionnelles pour le gouvernement fédéral. Si ces mines se rendent à l'étape des opérations, l'industrie minière territoriale requerra à elle seule près de 11 000 travailleurs additionnels d'ici à 2017.

Pour composer avec l'élimination du financement du PCEA, les trois territoires se sont concertés pour élaborer la Northern Minerals Workforce Development Strategy (NMWDS), qui fait l'objet de discussions avec le gouvernement fédéral depuis l'automne 2001 et a été présentée aux représentants territoriaux dans le caucus gouvernemental fédéral. La NMWDS reçoit le soutien des sociétés minières territoriales et de plus de 120 dirigeants industriels,

²⁰ Le programme PCEA avait pour but de bâtir des partenariats entre les communautés autochtones et les entreprises participant à des projets de développement économique, notamment exploitation minière, construction et tourisme, pour que les Autochtones acquièrent les compétences voulues pour assumer les emplois à long terme associés à ces projets.

²¹ Northern Minerals Workforce Development Strategy, mars 2012.

nationaux, autochtones et territoriaux²². Les premiers ministres des territoires ont convenu d'aller de l'avant dans un esprit d'union²³.

La NMWDS coûtera 200 millions de dollars sur cinq ans. Les partenaires territoriaux du projet, notamment les sociétés minières, assumeront 50 % des coûts. Les partenaires demandent au gouvernement fédéral d'assumer également 50 % des coûts. C'est la formule de financement qui existait avant l'élimination du PCEA.

À titre de mesure temporaire, depuis 31 mars 2012, les sociétés minières et les partenaires des territoires couvrent le manque à gagner créé par l'élimination du financement du PCEA. Les OFSM ont également restructuré leurs portefeuilles de financement et sollicité des fonds de formation projet par projet auprès du Fonds pour les compétences et les partenariats. Or, cette approche fragmentée est une solution temporaire qui fonctionne uniquement pour les petits projets. L'enveloppe de financement doit fournir aux promoteurs une certitude et une capacité accrues.

Lorsque les OFSM ont été avisés d'obtenir un financement ailleurs, le secteur privé a pris ses responsabilités. Mais, contrairement à la situation dans les provinces, aucun autre palier de gouvernement n'a suffisamment de recettes pour financer les OFSM dans les territoires, puisque la grande majorité – ou la totalité selon le territoire – des redevances sur les ressources naturelles sont versées au gouvernement fédéral. Il n'est pas

déraisonnable de s'attendre à ce qu'une petite portion des redevances sur les ressources naturelles et des recettes fiscales soit remise aux territoires grâce à un partenariat avec le gouvernement fédéral pour appuyer les programmes de formation.



22 Common Ground – Pan-Territorial Mine Training Organizations Strategic Planning Workshop - Outcrop Communications, 13 octobre 2011.

23 Forum des premiers ministres du Nord, juin 2012.

METTRE L'ACCENT SUR LES RÉSULTATS PLUTÔT QUE SUR LA PAPERASSERIE

Le gouvernement fédéral continue d'appuyer la formation dans le secteur minier pour les Autochtones en finançant d'autres programmes à court terme. Les résultats²⁴ sont souvent impressionnants. Cependant, il pourrait aider les organismes, notamment la Northwest Territories (NWT) Mine Training Society, à mettre l'accent sur l'obtention des résultats voulus plutôt que sur la bureaucratie associée au financement du gouvernement fédéral.

Le 28 février 2013, la NWT Mine Training Society a signé une entente avec le gouvernement fédéral pour le programme de formation Mining the Future²⁵. L'objectif du programme de deux ans, de 5,8 millions de dollars, est d'assurer que les Autochtones aient la formation requise pour tirer parti des projets miniers en cours de développement dans les Territoires du Nord-Ouest (en plus des trois mines dans les territoires) lorsqu'ils entreront en activité au cours des prochaines années. Près de 3 000 personnes travaillent aujourd'hui dans les mines Diavik, Ekati et Snap Lake. D'ici à 2017, on s'attend à ce que d'autres mines emploient directement près de 5 000 personnes et créent 9 000 emplois indirects / périphériques additionnels²⁶.

Il y a eu quelques hoquets bureaucratiques entre l'appel de propositions concernant Mining the Future lancé par le gouvernement fédéral en mai 2012 et la

signature de l'entente. Au début, on a dit à la NWT Mine Training Society que le programme recevrait un financement de 10 millions de dollars et qu'elle disposait d'un mois pour soumettre un concept et trouver des partenaires. En août, le gouvernement fédéral a déclaré que le programme obtenait un financement de 6 millions de dollars et qu'une proposition complète était due le 25 septembre en anticipation d'un lancement en novembre. « À un moment donné, les paramètres semblaient changer tous les jours », affirme Hilary Jones, directrice générale, NWT Mine Training Society. Et lorsque nous obtenons le financement fédéral, nous devons consacrer des ressources précieuses qui pourraient servir à dispenser la formation à des procédures de vérification onéreuses. « Ils vérifient nos vérifications », poursuit M^{me} Jones qui comprend l'importance des vérifications lorsque des millions de dollars de deniers publics sont concernés. Cependant, on semble mettre l'accent sur la responsabilisation plutôt que sur les résultats. « Oui, nous avons dépensé cet argent. Mais nous avons créé des contribuables et des modèles à suivre, ce qui profite à l'ensemble de la société. J'aimerais qu'ils se concentrent davantage sur cela. Grâce à nos antécédents, nous faisons l'objet de vérifications annuelles de la part du gouvernement fédéral. Certains organismes font l'objet de vérifications mensuelles. »

24 Depuis dix ans, plus de 850 personnes formées par la Northwest Territories Mine Training Society ont un emploi, font vivre leurs familles et paient plus de 13 millions de dollars en impôts fédéraux chaque année, et s'ajoutent à cela 5,5 millions de dollars en impôts territoriaux. <http://minetraining.ca/funding-the-future>, consulté le 6 novembre 2013.

25 Idem. Mining the Future est également appuyé par des contributions en nature et en argent de l'industrie, des administrations locales et des établissements d'enseignement.

26 Idem.

Recommandations

- Les programmes de formation fédéraux doivent être suffisamment souples pour permettre aux sociétés, aux titulaires de droits et aux gouvernements de travailler ensemble dans différentes circonstances pour répondre aux besoins des entreprises et renforcer la capacité.
 - Le gouvernement fédéral pourrait encourager les sociétés à investir dans des « entreprises en démarrage » autochtones en offrant des crédits d'impôt aux sociétés qui fournissent une aide financière aux nouvelles petites entreprises situées dans les régions éloignées.
 - Le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que les communautés autochtones aient accès à une formation en gestion d'entreprise et à une éducation financière.
- Le gouvernement fédéral devrait :
 - Consacrer une partie des redevances qu'il tire de l'exploitation des ressources naturelles dans les territoires aux programmes de formation professionnelle et de perfectionnement des compétences.
 - Rétablir son partenariat de financement de 50 % avec les organismes de formation du secteur minier des territoires (OFSM), comme l'énonce la Northern Minerals Workforce Development Strategy, à partir de l'exercice 2014-2015.
 - Le gouvernement fédéral obtiendrait de meilleurs résultats en retour des sommes qu'il consacre à la formation des Autochtones s'il évitait de modifier les dates d'échéance et les paramètres des projets, respectait les dates de lancement des projets et prenait des décisions plus rapidement.

LES ENTREPRISES PEUVENT ÉGALEMENT SE FACILITER LES CHOSES

L'investissement dans les peuples et les communautés autochtones peut rapporter d'importants dividendes. Les droits des Autochtones et les traités des Premières nations sont protégés par la *Loi constitutionnelle* (article 35) et les tribunaux ont imposé aux instances fédérales, provinciales et territoriales l'obligation de consulter les Autochtones à propos de tout grand projet dans leur réserve ou sur leurs terres ancestrales susceptibles d'affecter leurs droits et leur titre. Nonobstant les exigences légales, le fait d'engager les communautés locales durant la planification d'un projet, sa construction et sa réalisation relève du bon sens.

Une consultation communautaire approfondie et réfléchie non seulement contribue à obtenir l'engagement et le soutien de la communauté, mais elle peut mettre en lumière les problèmes éventuels qui pourraient être coûteux à résoudre après coup. Une intervention précoce permet également de former les travailleurs locaux requis pour le projet à l'avance.

Les entreprises peuvent également aider les Autochtones à les trouver plus facilement et à se renseigner sur les emplois qu'elles offrent et la formation / scolarité qu'elles requièrent. Suncor, par exemple, élabore un site Web comportant des menus déroulants pour les postes au sein de la société précisant la formation requise pour chacun.

Les achats locaux peuvent également porter leurs fruits à long terme. Syncrude a découvert qu'il est logique de traiter avec les petites entreprises locales, car la plupart d'entre elles ont une main-d'œuvre locale et n'assument pas de frais additionnels pour le transport aérien des travailleurs. Ces fournisseurs sont également dans la communauté à long terme et sont prêts à développer des relations avec leurs clients.

CONCLUSION

Le Canada, ses gouvernements, ses gens et ses entreprises ont les moyens nécessaires pour laisser de côté les échecs et déceptions liés à la participation des peuples autochtones à notre société et à notre économie. Tous doivent faire preuve de la volonté nécessaire pour y arriver en repérant et en utilisant des moyens réalistes, respectueux qui dégagent les résultats souhaités par les peuples autochtones et nécessaires pour tous les Canadiens.

Dans ce mémoire, nous avons démontré que lorsque la volonté et le besoin existent, la réussite peut survenir efficacement et dégager des avantages pour toutes les personnes concernées. Les recommandations présentées reposent sur les réussites – et les frustrations – des entreprises, des éducateurs, des formateurs et des peuples autochtones. Nous espérons qu'elles seront considérées comme des mesures pratiques que le gouvernement fédéral et les entreprises pourront prendre pour que l'augmentation des réussites et la diminution des frustrations deviennent la norme.

SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

- Le gouvernement fédéral devrait :
 - Travailler avec les entreprises pour cerner des occasions d'égaliser les sommes offertes par le secteur privé aux programmes de formation professionnelle et de perfectionnement des compétences pour les Autochtones.
 - Encourager les éducateurs à adapter les programmes d'études offerts aux étudiants autochtones.
 - Fournir aux conseils tribaux et aux centres d'amitié autochtones les ressources nécessaires pour offrir des services semblables à ceux dispensés aux nouveaux immigrants, notamment aide au logement et liens aux connexions culturelles.
 - Appuyer les programmes d'enseignement pour les Autochtones qui visent à inculquer aux étudiants un sentiment d'appartenance et de fierté avant qu'ils n'accèdent aux programmes visant à former des diplômés prêts à travailler.
 - Offrir un soutien aux établissements postsecondaires pour leur permettre d'offrir des programmes d'études aux étudiants autochtones à proximité ou au sein de leurs communautés d'origine.
 - Les programmes de financement de l'enseignement postsecondaire fédéraux doivent accommoder les différents échéanciers du processus décisionnel des bandes des Premières Nations et être suffisants pour traiter des besoins additionnels des étudiants autochtones, notamment de services de garde d'enfants.
 - Consacrer une partie des redevances qu'il tire de l'exploitation des ressources naturelles dans les territoires aux programmes de formation professionnelle et de perfectionnement des compétences.
 - Rétablir son partenariat de financement de 50 % avec les organismes de formation du secteur minier des territoires (OFSM), comme l'énonce la Northern Minerals Workforce Development Strategy, à partir de l'exercice 2014-2015.
- Les programmes de formation fédéraux doivent être suffisamment souples pour permettre aux sociétés, aux titulaires de droits et aux gouvernements de travailler ensemble dans différentes circonstances pour répondre aux besoins des entreprises et renforcer la capacité.
- Le gouvernement fédéral pourrait encourager les sociétés à investir dans des « entreprises en démarrage » autochtones en offrant des crédits d'impôt aux sociétés qui fournissent une aide financière aux nouvelles petites entreprises situées dans les régions éloignées.
- Le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que les communautés autochtones aient accès à une formation en gestion d'entreprise et à une éducation financière.
- Le gouvernement fédéral obtiendrait de meilleurs résultats en retour des sommes qu'il consacre à la formation des Autochtones s'il évitait de modifier les dates d'échéance et les paramètres des projets, respectait les dates de lancement des projets et prenait des décisions plus rapidement.

Pour plus de renseignements, communiquer avec :
Susanna Cluff-Clyburne | Directrice principale, Affaires parlementaires | scluff-clyburne@chamber.ca | 613.238.4000 (225)

OTTAWA

420 - 360 rue Albert
Ottawa, ON
K1R 7X7

📞 613.238.4000

📠 613.238.7643

TORONTO

901 - 55 avenue University
Toronto, ON
M5J 2H7

📞 416.868.6415

📠 416.868.0189

MONTRÉAL

709 - 1155 rue University
Montréal, QC
H3B 3A7

📞 514.866.4334

📠 514.866.7296

CALGARY

PO Box 38057
Calgary, AB
T3K 5G9

📞 403.271.0595

📠 403.226.6930

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA

THE CANADIAN CHAMBER OF COMMERCE



Chamber.ca